

# Le « moment Tchernobyl » de l'Espagne

**« L'URSS s'est effondrée car l'étaillage du mensonge a remplacé la gestion de la réalité. Et c'est cela qui se passe en Espagne en ce moment. »**

*La semaine qui commence peut changer notre vie, celle des Pays Catalans et celle de l'Espagne. Elle en a le potentiel. Et c'est pourquoi vous me pardonnerez si, au lieu d'écrire un éditorial, je développe aujourd'hui une réflexion plus longue, une sorte de petit essai qui tente d'encadrer le moment transcendantal que nous sommes en train de vivre. Je ne peux pas expliquer de façon plus brève et plus simple ce que je pense, en partie parce que tout ceci est le fruit de décennies d'études, de vécu, de réflexion et d'engagement, ce qui, inévitablement, m'amène à d'autres pays et d'autres situations que je connais bien mais qu'il faut bien expliquer aussi. J'espère que cela aidera d'une manière ou d'une autre.*

## Le moment Tchernobyl

Mikhaïl Gorbatchev le dit clairement : « Le moment de la destruction de l'URSS a été Tchernobyl ». Nous sommes sûrement tous d'accord là-dessus : cela n'est pas aussi simple, il n'y a pas eu un seul moment. Mais, effectivement, de tous les moments qu'il y a eu, celui-là a été le plus décisif et celui qui a marqué l'effondrement de la deuxième superpuissance mondiale. L'Union Soviétique était le pays le plus grand du monde, un vrai colosse global. Il couvrait onze fuseaux horaires, de Kaliningrad au Kamtchatka, et comptait dans ses frontières un sixième des terres de la planète. Elle était habitée par près de trois-cents millions de personnes qui appartenaient à plus de cent cinquante nationalités. Elle accumulait un arsenal de plus de cinquante-cinq mille têtes nucléaires, avec lesquelles elle pouvait annihiler totalement la vie sur Terre. Et, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, elle entretenait la plus grande armée du monde, formée en permanence de plus de quatre millions de soldats. Ses intérêts et tentacules touchaient tous les continents et tous les aspects de la vie. Elle avait ensanglanté la Hongrie et la Tchécoslovaquie plusieurs décennies plus tôt, dans la peur générale, mais cet épisode était déjà digéré. Elle se battait dans un Afghanistan qu'elle ne comprenait pas, mais qui était encore un cul-de-sac géographique, et la Pologne de Solidarnosc, qui lui avait causé tant de problèmes au début des années quatre-vingt, semblait entrer dans une phase de contrôle et de distension. De plus, l'URSS était une superpuissance scientifique, capable d'entrer dans la course au premier arrivé sur la Lune. Et, malgré les difficultés économiques, surtout la chute dramatique du prix du pétrole à l'exportation, elle avait une économie majuscule. Durant les dernières années, elle avait augmenté en moyenne de 1,9%. Son déficit budgétaire était, jusqu'à fin 1985, inférieur à 2% du PIB et n'a pas atteint 9% jusqu'aux dernières années de son existence, chiffre que les économistes ont toujours considéré comme facile à contrôler. Il y avait, c'est vrai, un important marché noir parallèle, mais cela profitait surtout à quelques responsables intermédiaires du régime, de telle sorte que, finalement, tout restait à la maison. D'un autre côté, la dureté du régime contre les opposants avait laissé le pays anéanti, sans dirigeants ni référents moraux, ni structures pour une opposition efficace. Lorsque, au milieu des années quatre-vingt, j'ai rencontré Liudmila Alekévina et que j'ai commencé à étudier les mouvements d'opposition et à entrer en contact avec eux par son intermédiaire, je suis resté stupéfait : elle avait des listes de noms d'opposants, un par un. Et, dans toute l'URSS, les dissidents actifs étaient moins de mille.

Mais, malgré tout cela, l'URSS s'est effondrée dans un vacarme retentissant.

On ne peut pas expliquer un tel phénomène par un seul évènement ni par une seule cause. Hélène Carrère d'Encausse a été l'une des rares personnes à bien comprendre ce qui se passait. Mais il faut remarquer que, dans son extraordinaire livre *l'Empire éclaté* elle était loin de donner les vraies causes de la catastrophe, même si elle savait parfaitement que la catastrophe approchait. Son analyse était si juste que celle-ci l'a placée définitivement sur l'autel des soviétologues, mais elle n'a pas deviné comment se passerait ce qui devait se passer. En ces temps de twitter, alors que certains pensent que chaque phrase te poursuivra pour te rappeler la moindre erreur concrète, ce livre sensationnel me reconforte chaque fois que je le relis et me fait croire en la ténacité de l'analyste pour imposer la vision à long terme, toujours plus sûre et stable que le fragile horizon immédiat.

Que s'est-il passé à Tchernobyl ? On le sait. Le 26 avril 1986, une explosion dans la centrale nucléaire a causé l'un des accidents les plus graves de l'histoire de l'énergie nucléaire, si ce n'est le plus grave de tous. Mais ce qui ne s'est pas passé est encore plus important. En tentant le tout pour le tout, comptant sur une marge de temps minimale et au prix de la vie de plusieurs personnes, on a empêché qu'une réaction postérieure à l'explosion anéantisse la moindre forme de vie humaine en Ukraine, Biélorussie et une partie substantielle de la Russie, la Lituanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Moldavie et la Bulgarie. Plusieurs jours après l'explosion, lors d'une réunion dont nous possédons suffisamment de preuves documentées, Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti Communiste, qui voulait réformer l'URSS, s'est retrouvé soudainement devant cette perspective alarmante. Le KGB, le service secret, lui a expliqué ouvertement et durement que tout le monde lui mentait, depuis l'organisation locale de Pripiat, la ville où se trouvait le réacteur, jusqu'à l'Académie des sciences de l'URSS. Tout le monde. Personne ne voulait assumer la responsabilité de cette catastrophe, personne ne voulait reconnaître que, dans la parfaite Union Soviétique, une chose pareille pouvait arriver, et même, très probablement, beaucoup de personnes importantes n'étaient même pas capables de comprendre ce qu'il se passait, alors qu'elles avaient été placées à des postes où il était indispensable de le comprendre.

Ce scénario catastrophe était le résultat de nombreuses années au cours desquelles, en Union Soviétique, la priorité n'était plus la gestion de la réalité mais l'étayage du mensonge. Et, pour ce faire, on avait trafiqué la logique de la politique et de l'administration et inventé un néolangage destiné à maintenir à tout prix l'apparence d'un régime qui maîtrisait la situation. Et c'est exactement ce qui se passe actuellement en Espagne : la priorité n'est plus la gestion de la réalité mais l'étayage du mensonge. C'est pourquoi il est important de rappeler aujourd'hui que tous les efforts faits par cette immense machinerie de pouvoir, la plus grande de l'humanité, pour contenir la réalité, ont été anéantis grâce à un moment inespéré, lorsqu'il est arrivé ce que l'on n'attendait pas, le « moment Tchernobyl ». Surtout parce que, avec tout ce qui s'en est suivi, certains d'entre nous ont appris que tout était possible et que l'apparence ne sauve jamais les régimes, aussi imposant que soit leur déguisement, aussi inépuisables que soient leurs ressources, aussi violente et répressive que soit leur action.

Après Tchernobyl, la lutte des peuples baltes et arménien, surtout, et la bataille déchaînée entre les différents secteurs du régime pour maintenir debout ce qui était déjà, en fait, un état moribond, ont enseveli la grande Union Soviétique. Après quelques années seulement : la nuit du 26 décembre 1991. C'est un ignorant pyromane répondant au nom de Boris Eltsine qui s'est chargé du fracas final. Il a démantelé l'URSS parce qu'il était le président de la plus grande des républiques qui l'intégraient, La Russie, mais il avait au-dessus de lui le président de l'URSS, qui était Gorbatchev. Après le coup d'état, aveuglé par son ambition personnelle et décidé à gagner le pouvoir suprême, Eltsine en est venu à reconnaître l'indépendance des quatorze autres républiques même si c'était un

nationaliste russe et que cela n'avait aucun sens que ce fût lui, précisément, qui se chargeât de réduire la Russie à sa plus petite limite, laissant en-dehors des frontières des millions de Russes. S'il avait été patriote, il n'aurait jamais fait ça. Mais La Russie, comme l'Espagne, n'a pas de patriotes mais des profiteurs, des gens qui ne pensent qu'à l'instant et au profit immédiat, de façon irresponsable.

Deux ans après le référendum d'autodétermination de la Catalogne et la proclamation de l'indépendance, il me semble que l'Espagne vit son moment Tchernobyl. Cela ne va pas nécessairement entraîner un dénouement dès demain et il est possible que nous devions encore nous battre pendant quelques mois ou quelques années. Mais le Tchernobyl espagnol s'est produit et maintenant il est indispensable de l'amplifier pour qu'il soit efficace. Tout ce qui se passera à partir de demain, qui est très important, nous devrions le lire aussi dans ce contexte-là.

### **Aujourd'hui nous devons l'obtenir**

« Il y a deux ans, nous voulions l'indépendance, aujourd'hui nous devons l'obtenir ». Je crois que la différence, qu'un ami m'a expliquée voici quelques jours lors d'une conversation informelle, s'apprécie d'elle-même. Il y a deux ans, nous ne savions pas trop ce qui pouvait arriver face à l'offre de l'Octobre républicain ni comment réagirait l'Etat espagnol. Aujourd'hui, par contre, nous savons parfaitement ce qu'ils feront et, comme nous le savons, il semble que nous soyons disposés à entamer une nouvelle étape dès demain. Il y a deux ans, nous ne savions pas ce que supporterait l'Espagne, jusqu'où elle pourrait arriver et ce que serait capable de faire la Generalitat, le gouvernement autonome. Aujourd'hui nous savons que l'Espagne nous agressera encore plus et que la Generalitat ne fera pas grand-chose, à part se laisser entraîner par la vague de la rue. Et pourtant, vu ce que nous voyons déjà, on peut prévoir que cela ne freinera pas grand monde dans les jours à venir, au moment de développer cette nouvelle étape du processus vers l'indépendance qui ne se fera pas dans le respect de la loi, comme nous le pensions tous avant le déploiement des « piolins » (*C'est-à-dire « Titis » en référence à « Titi et Gros Minet », et surnom donné aux policiers espagnols logés en septembre et octobre 2017 dans un bateau de croisière décoré par ces personnages dans le port de Barcelone*) comme d'authentiques forces d'occupation, le 20 septembre 2017.

Ces deux dernières années ont été très dures pour les catalans. Mais la résistance extraordinaire des gens, absolument incroyable, l'impossibilité pratique d'accommoder le comportement autoritaire espagnol dans l'espace européen des libertés, la force des prisonniers et exilés, la ténacité des organisations et même la reprise de la Generalitat, avec toutes ses contradictions, ont définitivement mis à nu l'état et lui ont fait perdre toute crédibilité face à la société catalane. Ainsi, nous avons amené l'Espagne au moment Tchernobyl où apparaissent comme évidentes les conséquences de sa priorité erronée. De cette priorité qui n'est plus la gestion de la réalité (en Catalogne, il y a un problème politique qu'il faut résoudre par le dialogue et la négociation) mais, à n'importe quel prix et emportant tout devant elle, l'étayage du mensonge. Trafiquant et cassant à un tel point la logique de la politique que l'on en arrive à des situations extrêmes comme ces derniers jours. Au mépris même de ses documents écrits et de ses lois. Tout cela parce qu'ils savent que, s'ils cèdent, s'ils tentent de reconnaître ce qui leur arrive et d'agir comme il serait raisonnable de le faire, ils s'effondreront. Tout tombera. Du roi jusqu'au dernier des gardes civils.

Ces deux ans de résistance catalane ont détruit l'Espagne, institutionnellement parlant, et en ont paralysé le fonctionnement d'un bout à l'autre. A tel point qu'il a fallu organiser quatre élections en quatre ans – décembre 2015, juin 2016, avril 2019 et novembre 2019. Plus encore : dans cette période de moins de quatre ans, ont eu lieu deux investitures manquées (celle de Pedro Sánchez

avec Ciudadanos en mars 2016 et celle de Mariano Rajoy en septembre 2016) et deux motions de censure contre le gouvernement Rajoy (une non aboutie en juin 2017 et une aboutie en juin 2018). Et il y a eu un an et demi de gouvernement en fonction en deux étapes différentes : 314 jours Rajoy, en 2017 et 2018, et les 167 jours actuels de Pedro Sánchez. Sans compter les dix mois de plus pendant lesquels Pedro Sánchez a gouverné sans passer par les urnes après la motion de censure et sans soutien parlementaire suffisant comme cela a été mis en évidence. Aujourd'hui, l'état espagnol fonctionne encore avec le budget approuvé par Montoro quelques heures avant la chute de Rajoy et, depuis le mois de juin 2018, l'Espagne est gouvernée par un exécutif que les citoyens n'ont pas validé par les urnes, une anomalie qui ne semble pas pouvoir être résolue avant 2020. Dans le reste de l'Union Européenne, ces quatre dernières années, la règle a été de n'organiser des élections qu'une seule fois, sauf dans quelques cas où elles se sont déroulées en 2015, et par conséquent devaient avoir lieu régulièrement en 2019, si la période parlementaire était de quatre ans. Seuls l'Autriche et le Royaume Uni ont organisé deux élections anticipées en quatre ans. L'Espagne en aura organisé quatre.

L'instabilité politique monumentale dans laquelle est tombée l'Espagne a pour cause la Catalogne et c'est la conséquence du coup d'état autorisé par l'article 155 de sa constitution qui a été appliqué contre la Catalogne. Un coup qui a brisé tout le système d'alliances parlementaires, ce qui a compliqué, avec les échos lointains du 15-M (*15 mai 2011 : manifestation des indignés*), une carte politique qui répondait à un schéma bipartite. Cependant, même si c'est déjà très fort, ce n'est pas le plus grave. Parallèlement, l'équilibre des pouvoirs a été rompu, avec le roi qui fait irruption à grands cris dans la vie politique, les tribunaux qui s'adonnent à l'épuration, les policiers patriotiques sans contrôle qui surveillent jusqu'à la vie sexuelle des plus hautes hiérarchies et la Garde Civile hors de contrôle faisant des proclamations politiques et provoquant scandale sur scandale.

L'épisode comique du parachutiste qui vient se fracasser contre un lampadaire au moment le plus solennel du défilé de samedi n'est qu'une anecdote, mais c'est une anecdote significative. L'Espagne n'est pas ce qu'elle veut faire croire qu'elle est. Les sous-marins ne flottent pas. Les frégates coulent brusquement. Les bateaux qui doivent sauver des pilotes s'embourbent. Les missiles de leurs avions partent curieusement à quelques mètres de la frontière russe. On trouve 127 kilos de cocaïne dans le bateau amiral de la marine et personne n'est coupable. La moitié de l'armée de l'air est mise en examen pour fausses factures et les milliards dépensés par l'Etat n'apparaissent dans la presse que pour expliquer qu'ils ont été jetés à la poubelle. Comme l'explique le lieutenant Luis González Segura, ces dernières semaines nous avons vu trois morts, deux aéronefs écrasés, un bateau de soixante millions d'euros mis à la ferraille par la négligence d'un commandement qui l'a fait échouer dans un endroit où il était évident qu'il allait s'échouer et le ridicule international d'envoyer un bateau recueillir des immigrants qu'il aurait été plus facile d'envoyer en avion et se rendre compte, une fois arrivés au port, qu'il ne pouvait pas y entrer parce que l'on n'avait pas pris en compte sa taille.

Aujourd'hui, rien n'est plus paradigmatique, quand on veut faire le portrait de l'Etat espagnol, que le contraste entre l'image que ces gens en uniforme veulent en donner et la réalité. Voir les nuques des gardes civils et policiers pendant le jugement et les entendre dire que les votants du 1<sup>er</sup> octobre leur faisaient peur à cause de leurs regards est encore plus ridicule et grotesque que ce qui leur était arrivé les jours précédents. Ils n'ont trouvé aucune urne. Pas une seule. Et il ne faut jamais oublier ce qui s'est passé dans la seule commune où les habitants ont pris la décision d'aller les chercher au lieu de les attendre. Pour apprendre qui ils sont en réalité, nous devrions en ce moment nous passer en boucle la vidéo (<https://twitter.com/vilaweb/status/914526735072399360?lang=ca>) où l'on voit à Mont-Roig la frayeur de la Garde Civile, en train de reculer tandis que les villageois les poursuivent. Ils aiment utiliser des phrases qui semblent tirées de BD bon marché comme « nous

sommes invincibles », « nous sommes l'ouragan » et ce genre de stupidités. Ils aiment frapper des gens âgés sans défense et des gens dont ils savent qu'ils ne répliqueront pas. Ils aiment peloter des femmes tout en les traînant et insulter politiquement les citoyens. Mais ensuite ils pleurent parce que, à l'heure du repas, on leur donne des croquettes ou ils mentent quand on les surprend en train de boire des bières et de provoquer, les armes à la main, à Vilafranca. Et, dans un délicieux geste soviétique, ils remercient le journal El País, disons La Pravda, de les avoir défendus en proposant la théorie ridicule selon laquelle les bouteilles étaient déjà sur la table quand ils s'y sont assis. La priorité du régime n'est plus la gestion de la réalité mais l'étaillage du mensonge.

Mais l'affaire des bières de Vilafranca n'est rien à côté du plus grand épisode de manipulation de la réalité que nous ayons probablement jamais vu : la persécution politique contre la Catalogne, représentée comme si c'était un procès dans leur Tribunal Suprême. Parce que là, l'étaillage du mensonge a eu des conséquences dévastatrices aussi pour la structure-même de l'Etat.

Ces derniers mois, Josep Casulleras Nualart a radiographié ici, à VilaWeb, avec une patience infinie et à l'aide d'une documentation sous laquelle il croulait et qu'il a su trier admirablement, la farce absolue qu'est devenu ce procès. Et aujourd'hui, dans cet article (<https://www.vilaweb.cat/noticies/diari-judici-politic-josep-casulleras-guia-sentencia-suprem/>), il nous en donne les clés alors qu'il ne reste que quelques heures avant l'annonce de la sentence. En attendant de savoir si les filtrations à ce sujet se confirment, j'en extrais une phrase qui résume tout : « Tout une affaire construite sur le schéma de la rébellion, c'est-à-dire de la violence planifiée et déployée pour casser l'unité de l'Espagne, pour finir en sédition ? » Toute l'instruction de Larena a été construite sur le schéma de la rébellion. Larena a utilisé la rébellion pour porter irrégulièrement le procès à Madrid et empêcher que les prisonniers et exilés élus aux élections du 21 décembre ne puissent exercer leurs droits en tant que députés au Parlement, ce qui a privé le président Puigdemont de la récupération de son poste. En affirmant qu'ils étaient jugés pour rébellion, on a empêché Oriol Junqueras, Jordi Sánchez, Josep Rull et Jordi Turull d'exercer leurs droits de députés et Raúl Romeva ceux de sénateur. L'accusation de rébellion, menée jusqu'au bout, a permis, avec une interprétation forcée et inédite de la législation, de saper les droits fondamentaux de députés élus – c'est toujours l'explication de Casulleras – et de construire un récit médiatique et politique démentiel – l'adjectif est de moi – capable de qualifier les dirigeants indépendantistes de « putschistes » et de construire un discours sur une violence inexistante en Catalogne en ce qui concerne l'indépendantisme. Discours qui, ces dernières semaines, s'est intensifié et a été porté à l'extrême avec la détention de sept indépendantistes de plus, qui sont emprisonnés en régime d'isolement ou de semi-isolement, accusés sans preuves de terrorisme. Et après tout cela, il n'y aura finalement pas de rébellion ?

Si cela finit par se confirmer, la malhonnêteté de la manœuvre sera impossible à discuter et démontrera le nul respect de la démocratie, de la justice, des formes et des commandements de la loi, qui règne en Espagne. Après le 1<sup>er</sup> octobre, l'Etat espagnol décide qu'il doit freiner d'une façon ou d'une autre le mouvement indépendantiste même si son action s'est toujours inscrite dans le cadre du débat politique et de la recherche de négociation. Et il décide de le faire en le décapitant, même si le prix à payer est d'envoyer définitivement à la poubelle la crédibilité de la justice. Et c'est ainsi qu'il module la qualification des faits entre la rébellion et la sédition, non pas en fonction de la réalité des faits jugés mais en fonction de l' du mensonge, en fonction de l'opportunité politique interne, en faisant fi de la séparation des pouvoirs et en fonction de la peur des possibles désaveux qui viendront de Strasbourg ou du Tribunal Constitutionnel lui-même. Et il n'envisage même pas l'absolution ou l'accusation pour simple désobéissance, parce que ce serait scandaleux de les avoir gardés deux ans en prison préventive. Comme les garder en prison était la seule chose qui comptait pour eux, ils ont cherché à faire tenir chaque mensonge à l'aide d'un autre et ainsi de suite,

jusqu'à perdre complètement la perspective de la réalité. Cela n'a pas été un procès. Cela a été l'utilisation d'un tribunal comme un pion dans une attaque politique qui a détruit la politique, la justice et la démocratie. Et, de plus, avec un résultat insuffisant.

Je ne sais pas ce qui se passera à partir de demain, mais il me semble qu'une nouvelle étape commence qui peut durer un certain temps ou pas, mais que l'Etat en sortira anéanti pour peu que les citoyens sachent utiliser ce scandale politique majuscule comme un bélier capable de remettre en question la légitimité de la monarchie et de l'Espagne. C'est cela qui est en jeu cette semaine et c'est à cause de cela qu'ils sont si nerveux. Impossible de prévoir s'il se passera quelque chose qui résoudra la situation bientôt et rapidement. Mais si la confrontation monte de quelques degrés, alors l'Espagne aura un si gros problème, après tout ce qu'elle a fait, que cela la placera au bord de l'abîme et nous aux portes de la liberté.

Entre autres raisons, parce que Pedro Sánchez est entré dans le jeu qui consistait à dire qu'il s'agissait de rébellion, alors qu'il était encore chef de l'opposition et que Rajoy était aux manettes, et maintenant il n'y a plus personne qui puisse rectifier. Il a été la pièce maîtresse dans la « bunkerisation » de l'Etat, avec laquelle il a entraîné le PSOE aux côtés du fascisme dans un mouvement dont, si vous me le permettez, je revendique d'avoir expliqué il y a quelques années que cela arriverait. Et maintenant il n'a plus d'issue. A moins de pacter avec le PP et de casser ainsi le sens de la transition bâtie pour faire tenir le régime au moyen du pacte entre les franquistes et le PSOE, justement. Comme si de rien n'était. En ce sens, Sánchez a quelque chose d'Eltsine. Lui n'est pas un patriote espagnol, peu lui importe ce qui arrivera à son pays. La seule chose qui lui importe, c'est lui. Et c'est pour ça qu'il a porté la situation jusqu'à une extrémité irrationnelle. Dans aucun pays du monde, jamais, le parti au pouvoir ne convoque des élections dans l'intention de provoquer des conflits en pleine campagne. Le parti au pouvoir veut toujours que tout soit le plus calme et le plus stable possible et, éventuellement, c'est l'opposition qui veut des situations inattendues, au cas où elle pourrait en tirer quelque chose. Comment expliquer, donc, que Sánchez refuse de former un gouvernement avec « Unidas Podemos » et convoque des élections tout en sachant que la sentence arrivera en plein milieu ? Encore plus fort : comment expliquer que, comme si cela ne suffisait pas, il propose encore de déplacer la momie de Franco, provoquant encore plus d'instabilité ? L'unique explication possible est le calcul électoral. Le sien et rien d'autre. Le calcul électoral et une ignorance et une arrogance et une ambition qui permettent de le comparer à Eltsine. Pour gagner des élections, ce personnage est capable de brûler un pays. Voilà tout.

### **Comment tombe un empire ?**

Je reviens à l'URSS, pour terminer. Depuis le jour où j'ai vu, avec une stupeur difficile à contenir, comment on faisait descendre pour la dernière fois le drapeau à la faucille et au marteau des tours du Kremlin, j'ai ressenti un besoin immense de comprendre ce qui s'était passé et comment cela s'était passé. Pas seulement pour des raisons biographiques, ou personnelles, si vous voulez. Mais aussi pour en tirer des leçons. Comment un énorme empire peut-il tomber brusquement ? Comment les grands régimes tombent-ils ? Vaste sujet pour n'importe quel journaliste et pour tous les citoyens ! C'est pourquoi, depuis lors, j'ai lu des douzaines de livres, j'ai soutenu je ne sais combien de conversations autour de ces événements, j'ai vu autant de films que j'ai pu voir, tous les documentaires, j'ai étudié les documents rendus publics de l'époque, à la recherche du moindre détail. Et, de tout cela, j'ai tiré trois grands enseignements qu'aujourd'hui j'ai l'obligation morale d'apporter aux lecteurs, parce que, demain et les jours qui vont suivre, il peut être important d'en tenir compte.

Le premier est qu'il n'y a rien, aucune entité politique, qui ne puisse être vaincue. Ne croyez pas qu'il y ait quoi que ce soit d'impossible, quoi que ce soit que l'on ne puisse pas obtenir. Ne croyez jamais ceux qui vous le diront. Aucun pays n'est invincible, aucun Etat, tous les gouvernements peuvent tomber, aucune structure politique n'est assez résistante pour être certaine que demain elle continuera à être comme elle est, à régner là où elle règne. Invariable, sans tenir compte de la volonté populaire.

Le deuxième est que dans toutes les révolutions il y a toujours un moment Tchernobyl, qui est nécessaire pour gagner. En Yougoslavie, ce fut la rupture de la rotation de la présidence fédérale. En Tunisie, ce fut le suicide d'un pauvre garçon, Mohamed Bouazizi, qui avait pris du poisson sans autorisation et avait été attaqué par la police. A Hong Kong, ce fut une loi d'extradition pas du tout indispensable mais dont l'aveuglement du pouvoir n'avait pas su mesurer l'importance. Dans notre pays, il est fort possible que ces moments Tchernobyl soient le premier et le 3 octobre 2017, et que, maintenant, comme cela s'est passé dans le Tchernobyl original, nous soyons devant une réplique monumentale que le pouvoir ne puisse plus contenir. L'Espagne a fait ce qu'elle a fait en octobre et novembre 2017 sans penser à la stabilité et à la viabilité de son Etat à long terme. Parce que, après autant de mensonges pour étayer les mensonges, elle ne savait plus voir la réalité catalane. C'est ridicule, mais c'est impressionnant : ils y croient. Ils croient en leurs propres mensonges. C'est pour cela que Felipe VI était convaincu qu'en réprimant au maximum les citoyens et en décapitant le mouvement politique, au bout de deux ans l'indépendantisme serait vaincu. Le problème, c'est que maintenant on voit de façon évidente qu'ils ont réussi à contrôler de larges couches de la politique, à les apprivoiser, tous ceux qui nous disent aujourd'hui de ne pas nous mobiliser ou de ne nous mobiliser que dans les limites qu'ils nous donnent. Mais, par contre, ils ont enflammé la rue beaucoup plus que ce n'était le cas en 2017. C'est là l'erreur fatale.

Parce que la troisième chose que j'ai apprise de la chute de l'URSS, et la plus importante d'après moi, a à voir avec ça. Je me souviens d'une entrevue avec l'Ukrainien Nikolai Ivanovitch Rijkov qui, pendant quelque temps, avait été, disons, le premier ministre de Gorbatchev. Rijkov était un personnage étrange et inquiétant, comme le démontrent ses allers-retours politiques postérieurs. Mais, lorsqu'il était encore haut placé au Kremlin, et peut-être à cause d'une mauvaise interprétation de ce que signifiait la fameuse glasnost, il a fait des déclarations démentielles comme j'en ai rarement lu, qui dépeignaient le pouvoir de Moscou. Rijkov disait : « Nous passons nos journées à donner et recevoir des pots de vin, nous mentons dans les rapports officiels et, après, nous demandons aux journalistes de mentir à chaque instant afin que personne ne sache que nous mentons. Nous adorons être pris en photo sur les podiums, au milieu de la foule, tandis que nous pensons à voix basse que nous pourrions mentir indéfiniment parce que personne ne sait que nous mentons et que, par conséquent, ce n'est pas la peine de s'occuper ni de se préoccuper de la réalité. Alors, tout fiers et confiants, nous sourions et nous nous occupons de décorer le voisin d'une médaille, puis de nous faire décorer par lui, et ainsi de suite, de haut en bas, toute la journée. »

Aleksandr Iakolev, un homme toujours en éveil et, pour moi, l'esprit le plus privilégié politiquement de la cour de Gorbatchev, a attrapé ces paroles au vol pour expliquer que, avec ce comportement, on obtiendrait pour effet que les gens se sentent fatigués d'être soviétiques, qu'ils en aient marre – comme aujourd'hui tant de gens en ont marre d'être espagnols.

Mais il est allé plus loin et a prévenu de ce que nous devrions aujourd'hui nous répéter les uns aux autres pour comprendre ce que nous pouvons obtenir, peut-être cette semaine, peut-être ce mois-ci, peut-être cette année, je ne sais pas, mais en tout cas dans un futur pas très lointain, si nous sommes capables de faire ces jours-ci ce que nous devons faire en réponse à la sentence. Iakolev a expliqué à Gorbatchev que le grand danger était que, quand les gens en auraient assez du pouvoir soviétique, on ne pourrait plus rien faire. Parce que, en s'entêtant dans cette tactique d'étagage du mensonge par

plus de mensonges, et en s'entêtant à ne pas prendre de décisions sur la réalité mais sur la fausse histoire auto-fabriquée, la crédibilité du régime s'effondrerait complètement. Jusqu'à des niveaux incontestables et définitifs. Et qu'alors, si le peuple continuait à exiger du pouvoir des changements radicaux et qu'il le faisait fermement et sûr de sa force, le Kremlin, simplement, n'aurait plus le temps de faire des propositions d'aucune sorte, de passer des accords à mi-chemin ou d'explorer des solutions gagnant-gagnant, dans le but de permettre à la grande Union Soviétique de survivre, sous une forme ou sous une autre. Non. Simplement, ce serait terminé et il ne manquait plus qu'un fonctionnaire anonyme fasse descendre le drapeau. La fin, donc. Imparable, incontestable, irréfutable.

**(Traduction en français par Violeta Tubert de l'éditorial de Vicent Partal sur Vilaweb le 14 octobre 2019)**